

Commission des transports du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS
2014-2015



Questions générales

Juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR LES DEUX PARTIS D'OPPOSITION

QUESTIONS OFFICIELLES

1. Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :
 - Les endroits et dates du départ et du retour;
 - copie des programmes et rapports de mission;
 - les personnes rencontrées;
 - le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
 - les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
 - pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - les investissements annoncés, le cas échéant.
2. Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère fait au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :
 - l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - les coûts ventilés;
 - le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet) en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :
 - la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
 - les noms des firmes de publicité;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
 - le but visé par chaque dépense;
 - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
 - le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

Par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- Le but visé par chaque dépense;
- Le nombre total d'événements ventilé par type d'événements.

Par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- Le but visé par chaque dépense;
- Le nombre total d'événements ventilé par type d'événements;
- le nom du professionnel ou de la firme de publicité
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 les prévisions pour 2014-2015;
- le but visé par chaque dépense;

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 les prévisions pour 2014-2015;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs ou des consultants;
- le but visé par chaque dépense;

6. La liste des dépenses en formation de communication organisées par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- le but visé par chaque dépense.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par le ministère (y compris le cabinet ministériel) ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- la grille d'évaluation des soumissions;
- la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat.

9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant :
- Le nombre d'autorisations;
 - Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat faisant l'objet de cet octroi;
 - Le montant accordé;
 - Les motifs de la demande;
 - Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014 en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - L'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- le nom du projet;
 - la nature du projet;
 - l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et ventilation pour chaque mois) de chacune des dépenses suivantes :
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) les distributeurs d'eau de source;
 - e) le remboursement des frais de transport;
 - f) le remboursement des frais d'hébergement;
 - g) le remboursement des frais de repas;
 - h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - au Québec;
 - à l'extérieur du Québec.
14. Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie:
- le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
 - le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - les coûts d'acquisition des appareils;
 - le coût d'utilisation des appareils;
 - le nom des fournisseurs;
 - le coût des contrats téléphoniques;
 - le nombre de minutes utilisées.
 - les ordinateurs portables.

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :
- A) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et plus;
 - B) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et moins;
 - C) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - D) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, le nombre total et la ventilation du nombre de congé de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
 - E) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - F) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - G) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée; le nombre total et la ventilation du nombre de jour de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
 - H) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - I) le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation;
 - J) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc. et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - K) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - L) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - M) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - N) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
16. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :
- nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;
 - nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
 - nombre de départs à la retraite prévu pour 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les indemnités de retraite qui seront versées ;
 - nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats;

17. La liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :
- l'emplacement de la location;
 - la superficie totale pour chaque du local loué;
 - la superficie totale réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - Le propriétaire de l'espace loué;
 - Le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - La masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme en indiquant :
- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:
- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - les prévisions 2013-2014.
23. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2013-2014.
24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en indiquant :
- le nom de la personne;
 - le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Euréka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :
- coût de chacun;
 - le fournisseur;
 - la nature du service;
 - les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
 - la réservation de loges;
 - les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir et ce, depuis l'existence du site :
- le nom du site web;
 - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - les coûts d'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour;
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites;
 - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - le responsable du contenu sur le site.
27. Nominations, depuis le 1er avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- la liste;
 - les mandats;
 - les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
28. Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

29. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :
- Les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - Le nombre total de demandes reçues;
 - Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
30. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014:
- le coût (déplacements, etc.);
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
31. La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
32. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.
33. Tel que prévu dans la politique de financement des services publics :
- l'inventaire complet des services que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens;
 - les tarifs qu'ils exigent;
 - le coût unitaire de chacun de ceux-ci;
 - la liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.
34. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement en 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.
35. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
36. Pour chaque ministère et organisme, (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes au rendement et des bonis.
37. Pour chaque ministère et organisme, (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.
38. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

39. Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?
- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
 - Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
40. Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leur fonction à la suite du changement de gouvernement ?
- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
 - Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
41. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
42. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant :
- Le nombre d'autorisations;
 - Le nom du professionnel ou de la firme touchée;
 - Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - Le montant accordé;
 - Le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
 - Les motifs de la demande;
 - Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale;
44. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme;
45. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer :
- la nature de l'entente;
 - les sommes associées;
 - la ou les date (s) des versements;
 - la façon dont ces sommes sont dépensées.

QUESTION 1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 1

Titre

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- Les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - les investissements annoncés, le cas échéant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun voyage hors Québec à la Commission des transports du Québec en 2013-2014.

QUESTION 2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 2

Titre

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère fait au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- les coûts ventilés;
- le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun voyage fait en avion par le dirigeant d'organisme.

QUESTION 3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 3

Titre	
Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet) en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :	
➤ la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; ➤ les noms des firmes de publicité; ➤ le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); ➤ les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; ➤ le but visé par chaque dépense; ➤ dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; ➤ le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)	
SOMMES DÉPENSÉES 2013-2014	
PUBLICITÉ DANS LES JOURNAUX, REVUES OU AUTRES MÉDIAS, COMMANDITES	
But : Promouvoir la sécurité routière	
▪ Entente de partenariat avec l'Association du camionnage du Québec (ACQ) - Message du président dans le programme de l'ACQ – championnat 2013 des chauffeurs professionnels de camions ▪ Entente de partenariat avec l'Association du transport urbain du Québec (ATUQ) ▪ Entente de partenariat avec l'Association du transport écolier du Québec ▪ Publicité dans le programme du congrès de l'Association des propriétaires d'autobus du Québec ▪ Journée nationale sur la justice administrative	500,00 \$ 1 500,00 \$ 2 000,00 \$ 800,00 \$ 166,44 \$
TOTAL	4 966,44 \$
DÉPLIANTS PUBLICITAIRES ET OUTILS PROMOTIONNELS	
But : Sensibiliser les propriétaires et exploitants de véhicules lourds à l'utilisation des services en ligne	
▪ Conception graphique d'un dépliant (CSPQ) ▪ Impression du dépliant (Imprimerie Nicober) ▪ Affiche pour partenariat de la Semaine nationale des conducteurs ▪ Utilisation de nos services en ligne	1 121,75 \$ 555,00 \$ 1 250,00 \$ 75,00 \$
TOTAL	3 001,75 \$

PARTICIPATION À DES CONGRÈS ET ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

But : Promouvoir les services de la CTQ auprès de ses clientèles

▪ Congrès annuel de l'Association nationale des camionneurs artisans inc. (ANCAI)	
- Congrès 2013 : Transport, montage et démontage (CSPQ)	1 005,36 \$
- Location d'espace	1 400,00 \$
- Participation au dîner	90,00 \$
▪ 61 ^e Congrès annuel de l'Association du camionnage du Québec (ACQ)	
- Transport, montage et démontage (CSPQ)	560,98 \$
- Location d'espace	2 620,00 \$
▪ Congrès de l'Association du transport écolier du Québec (ATEQ)	
- Location d'espace	1 000,00 \$
- Transport, montage et démontage (CSPQ)	1 483,79 \$
▪ Congrès annuel de l'Association des mandataires en vérification mécanique du Québec (ASMAVERMEQ)	
- Location d'espace 2013	1 750,00 \$
- Location d'espace 2014	1 850,00 \$
- Transport, montage et démontage (CSPQ)	778,36 \$
▪ Défi des Routiers professionnels	
- Transport, montage et démontage (CSPQ)	288,64 \$
▪ Colloque annuel des conducteurs d'autobus professionnels	211,54 \$
- Transport, montage et démontage	
▪ Salon Expo-Cam	
- Location d'espace	1 850,00 \$
- Électricité	136,00 \$
- Internet	335,00 \$
- Transport, montage et démontage	1 094,51 \$
▪ Frais d'entreposage et déplacement du kiosque	695,70 \$

TOTAL 17 149,88 \$

GRAND TOTAL 25 118,07 \$

QUESTION 4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 4

Titre

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

Par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- Le but visé par chaque dépense;
- Le nombre total d'événements ventilé par type d'événements.

Par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- Le but visé par chaque dépense;
- Le nombre total d'événements ventilé par type d'événements;
- le nom du professionnel ou de la firme de publicité
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Commission des transports n'a organisé aucun événement de ce type entre le 1^{er} avril 2013 et le 31 mars 2014.

QUESTION 5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 5

Titre

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- le but visé par chaque dépense;

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs ou des consultants;
- le but visé par chaque dépense;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sur présentation de preuves de réussite, remboursement à un employé des frais de scolarité de deux cours suivis dans le cadre d'un certificat en communication publique pour un montant total de 433,56 \$.

QUESTION 6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 6

Titre

La liste des dépenses en formation de communication organisées par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- le but visé par chaque dépense.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune dépense de ce type à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 7

Titre

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par le ministère (y compris le cabinet ministériel) ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir les tableaux ci-joints, pour la liste des contrats inférieurs à 25 000 \$.

Quant aux contrats de plus de 25 000 \$, ils sont publiés mensuellement sur le site internet du Ministère.

Les seuils réglementaires d'appels d'offres publics sont de 100 000 \$ pour les contrats de services professionnels et les contrats de nature technique et de 25 000 \$ pour les contrats d'approvisionnement.

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ CONCLUS PAR APPELS D'OFFRES ENTRE LE 1er AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014

Nom du contractant	Type de contractant	Nature du contrat	Description du contrat	Montant du contrat
Autocars Orléans Express inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	100 billets prépayés de Montréal vers Québec	3 458,00 \$
Autocars Orléans Express inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	50 billets prépayés de Montréal vers Québec	1 729,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Publication dans la gazette officielle et consultation internet des publications	10 200,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Main-d'œuvre et pièces pour l'entretien d'équipement bureautique	9 000,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Montage, démontage et entreposage du kiosque de la Commission	7 643,20 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Services de design graphique pour divers projets	7 000,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Entreposage de documents semi-actifs au Centre de conservation des documents	7 000,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Accès et traitement informatique sur la plateforme centrale dans l'environnement partagé (PFC-P)	6 400,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Services d'impression	6 107,70 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Activités gouvernementales de dotation et opérations de concours	5 000,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Service de relais du courrier électronique	4 944,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Communiqués et avis publics	2 000,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Impression de certificats de vérification du taximètre	1 247,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Technologies de l'information - Ajout d'un compte FTP-TSF sans flux vers antivirus	1 952,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Acquisition d'ameublement	1 317,06 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Service Wi-Fi du RITM	2 492,00 \$
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Approvisionnement	Solution de télécopie via système de téléphonie IP	2 848,40 \$
Cible recherche inc.	Compagnie et Société	Services professionnels	Sondage sur la satisfaction de la clientèle	15 990,00 \$

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ CONCLUS PAR APPELS D'OFFRES ENTRE LE 1er AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014

Nom du contractant	Type de contractant	Nature du contrat	Description du contrat	Montant du contrat
CNW Telbec	Compagnie et Société	Approvisionnement	Diffusion de communiqués de presse avec ou sans ajout d'images	1 500,00 \$
Compugen inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition d'une batterie pour UPS Toshiba	1 165,92 \$
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Impression, production sur cédérom et messagerie (paie)	2 615,00 \$
Corporate Express Canada, Inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition de cartouches pour imprimantes	2 298,34 \$
Corporate Express Canada, Inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition de cartouches pour imprimantes	1 774,59 \$
Corporate Express Canada, Inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Boîtes de papier (palette)	1 248,40 \$
Corporate Express Canada, Inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Boîtes de papier (palette)	1 224,14 \$
Corporate Express Canada, Inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Boîtes de papier (palette)	1 224,14 \$
Corporate Express Canada, Inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Boîtes de papier (palette)	1 224,14 \$
Corporate Express Canada, Inc.	Compagnie et société	Approvisionnement	Cartouches d'encre (divers modèles)	1 928,06 \$
Dell Canada inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition d'un serveur pour migration technologique Courtlog vers Voxlog	14 354,12 \$
Dell Canada inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition d'un portable	1 153,18 \$
Dell Canada inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition d'un portable	1 153,18 \$
Entreprises Lou Brousseau enr., Les	Entreprise individuelle immatriculée auprès du REQ	Services de nature technique	Service de nettoyage des postes de travail informatiques identifiés sur une liste fournie par la CTQ ainsi que des appareils téléphoniques aux bureaux de Québec et Montréal	3 500,00 \$
Informatique EBR inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Renouvellement du programme de maintenance et de support annuel pour le logiciel d'antivirus Symantec	5 990,00 \$
Informatique EBR inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition d'un commutateur Brocade dans le cadre d'un projet pilote de remplacement des équipements actuels de type réseautique Cisco	3 394,00 \$
Informatique EBR inc.	Compagnie et société	Services de nature technique	Mise à niveau du logiciel Backup-Exec Veritas (Symantec)	2 107,00 \$
Insight Canada inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Renouvellement du programme de maintenance et de support annuel pour le logiciel de filtrage des accès internet "Websense"	3 260,60 \$
Korem inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition d'une mise à jour du logiciel Mapinfo Professionnal V11 à V12	4 126,00 \$
Multihexa Québec inc.	Compagnie et Société	Services professionnels	Formation de base en langage SQL avec Oracle	5 145,00 \$
Purolator inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Service de messagerie rapide (livraison le lendemain)	5 000,00 \$
RJR Innovations inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Remplacement du logiciel du centre d'assistance technique et prise d'inventaire (TrackIt remplace Magic)	13 322,00 \$

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ CONCLUS PAR APPELS D'OFFRES ENTRE LE 1er AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014

Nom du contractant	Type de contractant	Nature du contrat	Description du contrat	Montant du contrat
Roy, Labrecque, Busque, Blanchet CPA inc.	Compagnie et Société	Services professionnels	Examen des données du rapport annuel 2012-2013	9 800,00 \$
Softchoice Corporation	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition de 2 licences Windows serveur 2012 et de 140 licences Windows Client serveur 2012	6 378,88 \$
Softchoice Corporation	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisitions de 5 licences Windows serveur 2012	4 499,00 \$
Telus Solutions d'affaires	Compagnie et Société	Services de nature technique	Renouvellement de l'entente de support pour les plates-formes Microsoft, Symantec et BES (serveur BlackBerry)	7 400,00 \$
Xerox Canada ltée.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Solution centralisée de télécopie	20 774,62 \$
Xerox Canada ltée.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Location d'une imprimante multifonctions - Montréal / Contrat 5 ans	11 085,60 \$
Xerox Canada ltée.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Location d'une imprimante multifonctions - Montréal / Contrat 5 ans	11 085,60 \$

Total 246 059,87 \$

Contrats avec appels d'offres de moins de 1000 \$

Nombre total de contrats	Montant total
275	58 042,89 \$

Question générale no 7

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ CONCLUS DE GRÉ À GRÉ ENTRE LE 1er AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014

Nom du contractant	Type de contractant	Nature du contrat	Description du contrat	Montant du contrat
Adobe Systems Canada	Entreprise étrangère ne possédant pas de NEQ	Services de nature technique	Renouvellement du programme de maintenance et support annuel Reader Extension	5 037,60 \$
AFI expertise inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Formation Oracle Data Base Administrator	4 125,00 \$
Association des mandataires en vérification mécanique du Québec (AMVMQ)	Personne morale sans but lucratif	Services de nature technique	Exposant au Congrès 2013 de l'Association des mandataires en vérification mécanique du Québec	1 750,00 \$
Association des mandataires en vérification mécanique du Québec (AMVMQ)	Personne morale sans but lucratif	Services de nature technique	Exposant au Congrès 2014 de l'Association des mandataires en vérification mécanique du Québec	1 850,00 \$
Association du camionnage du Québec inc.	Personne morale sans but lucratif	Services de nature technique	Exposant au 62e congrès annuel de l'Association du camionnage du Québec	2 620,00 \$
Association du camionnage du Québec inc.	Personne morale sans but lucratif	Services de nature technique	Partenariat "Semaine Nationale du Camionnage"	1 250,00 \$
Association du transport écolier du Québec	Personne morale sans but lucratif	Services de nature technique	Exposant au Congrès 2013 de l'Association du transport écolier du Québec	1 000,00 \$
Association du transport écolier du Québec	Personne morale sans but lucratif	Services professionnels	Campagne de sécurité 2014 - volet "Écolier"	2 000,00 \$
Association nationale des camionneurs artisans inc., L'	Personne morale sans but lucratif	Services de nature technique	Exposant au Congrès 2014 de l'Association nationale des camionneurs artisans	1 400,00 \$
ATUQ (Association du transport urbain du Québec)	Personne morale sans but lucratif	Services de nature technique	Commandite Bronze - Colloque 2013 de l'ATUQ	1 500,00 \$
Barreau du Québec	Personne morale sans but lucratif	Service de nature technique	Cotisation de Pascale McLean	1 679,95 \$
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Compagnie et Société	Services de nature technique	Inscription aux bottins téléphoniques	4 200,00 \$
Bérard, Louis J. (médecin)	Personne exploitant une entreprise individuelle non immatriculée au REQ	Services professionnels	Expertise médicale	1 500,00 \$
Bla bla rédaction S.E.N.C.	Compagnie et Société	Services professionnels	Service de révision linguistique	2 000,00 \$
Bourcheix, Dominique F	Personne qui n'exploite pas d'entreprise	Services professionnels	Formation "Médiation en civil, commercial et travail"	6 500,00 \$
C.E.R.I.M. inc.	Compagnie et Société	Services professionnels	Programme d'aide aux employés	6 000,00 \$
Clinique d'expertises médicales du Québec inc.	Compagnie et Société	Services professionnels	Expertise médicale	1 825,00 \$

Question générale no 7

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ CONCLUS DE GRÉ À GRÉ ENTRE LE 1er AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014

Nom du contractant	Type de contractant	Nature du contrat	Description du contrat	Montant du contrat
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord (CS de la Rivière-du-Nord)	Commission scolaire	Services professionnels	Formation en transport routier	2 940,00 \$
Comnet Technologie inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Migration du système d'enregistrement numérique (SEN-Courtlog) vers Voxlog compatible Windows 7	15 770,00 \$
Compro communications inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Messagerie vocale - enregistrements des segments de la RVI (réponse vocale interactive)	2 835,00 \$
Conférence des juges administratifs du Québec inc.	Personne morale sans but lucratif	Services professionnels	Colloque 2013 - Une justice indépendante: un des fondements d'une société intègre	1 925,00 \$
Courrier parlementaire, Le (Publication Mass-Média inc.)	Compagnie et Société	Approvisionnement	Abonnement au journal "Le Courrier parlementaire" pour 2012-2013 et 2013-2014	3 100,00 \$
Dell Canada inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition de 2 serveurs	17 216,50 \$
Dell Canada inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition de 32 disques pour 4 nouveaux serveurs	10 560,00 \$
Dell Canada inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Acquisition de prolongation de garantie pour 5 serveurs Dell pour un maximum de 5 ans de garantie au total.	5 522,26 \$
Dundee Realty Management Corp.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Papier à main pour les salles de toilette - Québec	2 640,00 \$
Dundee Realty Management Corp.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Service d'éclairage, de ventilation et de chauffage - Québec	2 000,00 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Institution d'enseignement universitaire du Québec	Services de nature technique	Cotisations annuelles	2 100,00 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Institution d'enseignement universitaire du Québec	Services professionnels	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL)	4 200,00 \$
Edgar inc.	Compagnie et Société	Services professionnels	Service de traduction	6 400,00 \$
Entreprises informatiques Techlan, Les	Compagnie et Société	Services de nature technique	Banque de 14 heures et support français pour logiciel TrackIt	2 170,00 \$
Enveloppe Concept inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Impression d'enveloppes	1 732,50 \$
Fonds de Solidarité FTQ	Compagnie et Société	Services de nature technique	Service d'entretien et de nettoyage - Montréal	3 500,00 \$
Fonds de Solidarité FTQ	Compagnie et société	Services de nature technique	Aménagement des locaux au Service à la clientèle Montréal	2 669,77 \$
Fonds des registres du ministère de la Justice (0878)	Fonds spécial d'un ministère du Québec	Services de nature technique	Service de certification du Ministère de la Justice (MJQ)	3 089,35 \$
Fujitsu Conseil [Canada] inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Maintenance - Licence Macroscope	4 397,12 \$
Gestion Immobilière Devcorp inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Service Entretien immeuble - Québec	13 290,00 \$
Global Payments Direct inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Location terminaux carte de crédit / débit	1 427,47 \$
Grey Casgrain SENC	Compagnie et Société	Services professionnels	Frais judiciaires - Said Khallouki	1 926,70 \$
Groupe Conseil Integrim inc., Le	Compagnie et Société	Services de nature technique	Renouvellement de la maintenance et du support de la suite logiciel de numérisation	4 955,35 \$

Question générale no 7

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ CONCLUS DE GRÉ À GRÉ ENTRE LE 1er AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014

Nom du contractant	Type de contractant	Nature du contrat	Description du contrat	Montant du contrat
Joli-Coeur Lacasse S.E.N.C.R.L.	Compagnie et Société	Services professionnels	Formation - Encadrement de l'enquête	1 250,00 \$
Komutel inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Renouvellement du programme de maintenance et de support annuel pour le système d'enregistrement numérique (SEN) des audiences	6 989,00 \$
Korem inc.	Compagnie et Société	Approvisionnement	Acquisition d'une licence supplémentaire du logiciel Mapinfo	2 790,00 \$
Maison Deschamps inc., La	Compagnie et Société	Services de nature technique	Service de banquet pour le Gala Reconnaissance - Québec	1 391,61 \$
Ministère des Finances et de l'Économie	Gouvernement du Québec et ses ministères	Approvisionnement	Licence du logiciel de sécurité de la solution de paiement en ligne (CT-Paiement)	1 500,00 \$
Noël et Associés	Compagnie et Société	Services professionnels	Services professionnels de Me Faullem pour représenter la Commission à la Cour Supérieure de justice à Ottawa	9 410,95 \$
Oracle Canada ULC	Compagnie et Société	Services de nature technique	Renouvellement du programme de maintenance et de support annuel pour la suite de développement IDS	11 606,17 \$
Oracle Canada ULC	Compagnie et Société	Services de nature technique	Renouvellement du programme de maintenance et de support annuel pour les équipements de prises de copie de sécurité	3 142,89 \$
PAGU inc. (Pouvoir d'achat à guichet unique)	Compagnie et Société	Services de nature technique	Exposant au Salon du taxi	2 550,00 \$
Paquette & associés, huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	Compagnie et Société	Services professionnels	Service de huissiers - Montréal	6 500,00 \$
Postes Canada	Ministère, organisme ou entreprise d'un autre gouvernement extérieur au Québec	Approvisionnement	Achat de matériel pour poste certifiée	3 000,00 \$
Postes Canada	Ministère, organisme ou entreprise d'un autre gouvernement extérieur au Québec	Services de nature technique	Retours Poste Certifiée	1 000,00 \$
Quest Software Inc.	Entreprise étrangère ne possédant pas de NEQ	Services de nature technique	Renouvellement du programme de maintenance et de support annuel pour le produit spécialisé de DBA Oracle TOAD	1 112,00 \$
Reliance Protection inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Service de surveillance Québec	1 500,00 \$
Réseau Action TI	Compagnie et Société	Services de nature technique	Gala des Octas 2013	2 950,00 \$
Restaurant du Vieux Port inc.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Service de banquet pour le Gala Reconnaissance - Montréal	1 750,00 \$
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)	Organisme du gouvernement du Québec	Services de nature technique	Coût de télécommunication migration des liens sur le RITM	7 440,00 \$
Taxi Coop Ste-Foy Sillery	Coopérative	Services de nature technique	Services de taxi Ste-Foy Sillery	1 500,00 \$

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ CONCLUS DE GRÉ À GRÉ ENTRE LE 1er AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014

Nom du contractant	Type de contractant	Nature du contrat	Description du contrat	Montant du contrat
Taxi-Charge	Compagnie et Société	Services de nature technique	Service de taxi - Montréal	2 500,00 \$
Taxis Coop Québec 525-5191	Coopérative	Services de nature technique	Services de taxi - Coop Québec	5 000,00 \$
Vidéotron S.E.N.C.	Compagnie et Société	Services de nature technique	Service de télédiffusion et internet par câble (bureau du président Québec)	1 100,00 \$

Total 238 587,19 \$

Contrats gré à gré de moins de 1000 \$

Nombre total de contrats	Montant total
244	41 127,03 \$

QUESTION 8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 8

Titre

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- la grille d'évaluation des soumissions;
- la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Commission des transports du Québec n'a effectué aucun appel d'offres public en 2013-2014.

QUESTION 9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 9

Titre

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant :

- Le nombre d'autorisations;
- Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat faisant l'objet de cet octroi;
- Le montant accordé;
- Les motifs de la demande;
- Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation du dirigeant d'organisme à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 10

Titre

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- L'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récentes évaluations du coût du projet;
- les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Commission des transports du Québec n'a aucun projet en cours supérieur à 100 000 \$.

QUESTION 13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 13

Titre

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et ventilation pour chaque mois) de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) les distributeurs d'eau de source;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - au Québec;
 - à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Commission des transports du Québec :

a) La photocopie;	24 187 \$
b) c) Le mobilier de bureau et ameublement;	2 792 \$
d) Les distributeurs d'eau de source;	0 \$
e) f) g) Le remboursement des frais de transports d'hébergement et de repas;	117 676 \$
h) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	135 \$
i) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement;	
- au Québec;	49 879 \$
- l'extérieur du Québec.	0 \$

QUESTION 14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 14

Titre

Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
- le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.
- les ordinateurs portables.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Commission des transports du Québec

Le nombre de téléphones cellulaires;	9
Le nombre de BlackBerry;	9
Le nombre de tablettes électroniques utilisées	0
Le nombre de téléavertisseurs utilisés	0
Les coûts d'acquisition des appareils;	0 \$
Le coût d'utilisation des appareils;	225 \$
Le nom des fournisseurs;	Rogers
Le coût des contrats téléphoniques;	4 256 \$
Le nombre de minutes utilisées	12 692
Les ordinateurs portables;	13 021 \$

QUESTION 15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 15

Titre

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- A) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et plus;
- B) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et moins;
- C) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- D) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, le nombre total et la ventilation du nombre de congé de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
- E) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- F) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- G) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée; le nombre total et la ventilation du nombre de jour de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
- H) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- I) le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation;
- J) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc. et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- K) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- L) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- M) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- N) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- **A B) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel pour chaque catégorie d'emploi.**

Voir tableau 15.1 ci-joint.

- **C) Le nombre total de jours de maladie pris ;
E) Le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées ;
F) Le nombre total de jours de vacances pris.**

Voir tableau 15.2 ci-joint.

- **D) Les réserves de congés de maladie par tranche ;
G) Les réserves de jours de vacances par tranche.
H) Nombre de plainte pour harcèlement psychologique.**

Non pertinent à l'étude des crédits.

- **I) Le nombre et la répartition par catégories d'emploi qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite.**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- **J) Évolution de l'effectif régulier par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

Voir tableau 15.3 ci-joint.

- **K) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :**

2013-2014 : 8

- **L) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**

2013-2014 : 0

- **M) Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

Voir tableau 15.3 ci-joint.

- **N) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

Tableau 15.1

Exercice 2013-2014

(Ces données concernent le personnel régulier assujetti à la LFP)

Répartition du personnel par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Personnel	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	8	0	8
Professionnels	31	6	25
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	63	8	55
TOTAL	102	14	88

Répartition du personnel masculin par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Hommes	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	3	0	3
Professionnels	14	2	12
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	16	2	14
TOTAL	33	4	29

Répartition du personnel féminin par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Femmes	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	5	0	5
Professionnels	17	4	13
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	47	6	41
TOTAL	69	10	59

Répartition des personnes handicapées par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Personnes handicapées	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	0	0	0
Professionnels	0	0	0
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	2	1	1
TOTAL	2	1	1

Répartition des personnes anglophones par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Personnes anglophones	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	0	0	0
Professionnels	1	1	0
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	4	0	4
TOTAL	5	1	4

Tableau 15.1 (suite)

(Ces données concernent le personnel régulier assujéti à la LFP)

Répartition des personnes autochtones par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Personnes autochtones	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	0	0	0
Professionnels	0	0	0
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	1	0	1
TOTAL	1	0	1

Répartition des personnes de communautés culturelles par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Personnes comm. cul.	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	0	0	0
Professionnels	3	0	3
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	17	1	16
TOTAL	20	1	19

Tableau 15.2

Nombre de jours de maladies et de jours de vacances pris par le personnel

Répartition de la rémunération et du nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel
(personnel étudiant exclu)

15-C. Nombre de congés de maladies utilisés (sur une base annuelle) en 2013-2014

	Nombre de jours total
Congés maladies utilisés	677,5

15-E. Nombre et répartition des heures supplémentaires travaillées (sur une base annuelle) en 2013-2014

	Nombre d'heures total
Heures supplémentaires compensées	676,79
Heures supplémentaires payées	728,70
Total heures supplémentaires travaillées	1405,49

15-F. Nombre de jours de vacances utilisés (sur une base mensuelle) en 2013-2014

Mois	Professionnels	PBTA	Cadres	Nombre de jours de vacances total
Avril	18	48	2,5	68,5
Mai	69	50	11	130
Juin	25,5	104	10,5	140
Juillet	154	269,5	55	478,5
Août	176	435	55	666
Septembre	48,5	51	4,5	104
Octobre	30	31,5	5	66,5
Novembre	15,5	49,5	2	67
Décembre	62,5	107,5	18,5	188,5
Janvier	47,5	77	14,5	139
Février	11,5	69	5,5	86
Mars	30	22,5	0	52,5
Total	688	1314,5	184	2186,5

Tableau 15.3

(Les données fournies concernent les employés réguliers.)

Effectifs réguliers assujettis à la LFP par catégorie d'emploi et par territoire de travail

	2013-2014	
	Québec	Montréal
Cadres	6	2
Professionnels	17	14
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	25	38
Sous-total	48	54
Total	102	

QUESTION 16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 16

Titre

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014 ;
- nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- nombre de départs à la retraite prévu pour 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les indemnités de retraite qui seront versées ;
- nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Commission des transports du Québec :

- Nombre de départs à la retraite en 2013-2014;

10 départs à la retraite.

Aucune indemnité de retraite versée.

- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats;

1 retraité de la fonction publique a été engagé à la Commission des transports du Québec pour des contrats.

QUESTION 17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 17

Titre

La liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie totale pour chaque local loué;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- Le propriétaire de l'espace loué;
- Le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Québec

Montréal

Emplacement de la location;

200, chemin Sainte-Foy

545, boul. Crémazie Est

Superficie du local loué;

2 268,11 m²

1 942,99 m²

Loyer total annuel;

431 734 \$

699 306 \$

Loyer annuel d'aménagement;

0 \$

0\$

Date de fin de bail;

30 avril 2015

30 avril 2023

Propriétaire de l'espace loué;

Whiterock 200 Ste-Foy inc

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Qc

QUESTION 18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION**

FICHE EXPLICATIVE

Question 18

Titre

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 19

Titre

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- La masse salariale totale par cabinet pour les années financières, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 20

Titre

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 21

Titre

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;
- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun employé n'est actuellement hors structure à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 22

Titre

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- Le poste initial;
- Le salaire;
- Le poste actuel, s'il y a lieu;
- La date de la mise en disponibilité ;
- Les prévisions 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 23

Titre

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 24

Titre

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé et le nom de l'organisme;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun employé n'est rémunéré par la Commission des transports et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

QUESTION 25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 25

Titre

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Euréka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :

- coût de chacun;
- le fournisseur;
- la nature du service;
- les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
- la réservation de loges;
- les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information demandée comporte un niveau de détails trop volumineux pour être présentée dans cette réponse. Une demande d'information plus ciblée peut être faite en effectuant une demande d'accès à l'information à la Commission des transports du Québec.

Voici le total des abonnements par catégories en 2013-2014 :

- | | |
|---|----------|
| ➤ Journaux, revues et publications | 6 833 \$ |
| ➤ Sites spécialisés de recherche sur internet | 2 938 \$ |

La Commission n'a pas acheté de billets de saison, réservé des loges ou acheté un abonnement dans un club privé ou autre.

QUESTION 26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 26

Titre

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir et ce, depuis l'existence du site :

- le nom du site web;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- les coûts d'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ;
- les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- le responsable du contenu sur le site.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun développement en 2013-2014.

Le site Internet de la CTQ :

www.ctq.gouv.qc.ca

Le coût de l'entretien et de la mise à jour :

Pour 2013-2014, la CTQ a procédé à une mise à jour technologique de son site Web informationnel pour un montant de 46 817\$ incluant un déboursé de 38 457\$ auprès du Centre de Compétences Web (CCW) du CSPQ.

Le responsable du contenu sur le site :

La responsabilité du site Web informationnel est assumée par le responsable des communications à la CTQ. Il agit donc à titre de gestionnaire des contenus du site Web informationnel (Édimestre). Il est également responsable de son identité graphique (concept graphique), de l'application de la politique linguistique ainsi que de son accessibilité.

La fréquence moyenne de mise à jour :

La fréquence de mise à jour des sections à caractère informatif est très variable. Les mises à jour sont principalement dictées par les changements législatifs et réglementaires touchant la mission de la CTQ.

QUESTION 27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 27

Titre

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats octroyés pour chaque mandat;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune nomination de ce type à la Commission des transports du Québec depuis le 1^{er} avril 2013.

QUESTION 28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION**

FICHE EXPLICATIVE

Question 28

Titre

Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 29

Titre

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :

- Les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- Le nombre total de demandes reçues;
- Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2013-2014 de la Commission des transports du Québec.

QUESTION 30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION**

FICHE EXPLICATIVE

Question 30

Titre

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION**

FICHE EXPLICATIVE

Question 31

Titre

La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 32

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 32

Titre

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 33

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 33

Titre

Tel que prévu dans la politique de financement des services publics :

- l'inventaire complet des services que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens;
- les tarifs qu'ils exigent;
- le coût unitaire de chacun de ceux-ci;
- la liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2013-2014.

QUESTION 34

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 34

Titre

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement en 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 35

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 35

Titre

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Une contribution financière pour l'administration, l'application uniforme et le respect des normes de sécurité du Code canadien de sécurité pour les transporteurs routiers a été signé le 31 mars 2011. L'entente de 6 ans s'échelonne du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2015.

Pour l'exercice 2012-2013 : 307 781\$ a été reçu en février 2014.

QUESTION 36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 36

Titre

Pour chaque ministère et organisme, (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Montant total des primes au rendement et des bonis versés en 2013-2014 :

Fonctionnaires non syndiqués et professionnels	Aucun
Juristes	14 262,14 \$
Cadres	Aucun
Membres	Aucun
Total	14 262,14 \$

QUESTION 37

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 37

Titre

Pour chaque ministère et organisme, (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune prime de départ n'a été versée en 2012-2013 et en 2013-2014 par la Commission des transports du Québec.

QUESTION 38

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 38

Titre

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION 39

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 39

Titre

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?

- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction à la Commission des transports du Québec.

QUESTION 40

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 40

Titre

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leur fonction à la suite du changement de gouvernement ?

- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente puisqu'il n'y a pas eu de changement de gouvernement au courant de l'année financière 2013-2014.

QUESTION 41

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION**

FICHE EXPLICATIVE

Question 41

Titre

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la question 4 des questions particulières du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION 42

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 42

Titre

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant :

- Le nombre d'autorisations;
- Le nom du professionnel ou de la firme touchée;
- Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- Le montant accordé;
- Le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- Les motifs de la demande;
- Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la question générale 9.

QUESTION 43

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION**

FICHE EXPLICATIVE

Question 43

Titre

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION 44

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 44

Titre

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, le taux d'absentéisme, à la Commission des transports du Québec, pour motif d'invalidité était de 3.84% alors qu'il était de 5.27% pour l'ensemble de la Fonction publique. (*Source : Suivi de gestion pour l'année civile 2012 présenté conformément à la Politique concernant la santé des personnes au travail dans la fonction publique québécoise publié en 2014 par le Secrétariat du Conseil du trésor.*)

QUESTION 45

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 45

Titre

Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer :

- la nature de l'entente;
- les sommes associées;
- la ou les date (s) des versements;
- la façon dont ces sommes sont dépensées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas à la Commission des transports du Québec.